



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement et de l'énergie en Île-de-France**  
Unité départementale des Yvelines

**Arrêté préfectoral complémentaire n°2017-42953  
relatif au site de la société GIAT INDUSTRIES  
situé à Versailles**

**Le Préfet des Yvelines,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment le titre 1<sup>er</sup> du Livre V ;

**Vu** l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique relatif à l'autorisation de déversement ;

**Vu** les circulaires en date du 8 février 2007 du ministre en charge de l'environnement et relatives aux sites et sols pollués et leurs annexes, mises à jour par la note du 19 avril 2017 ;

**Vu** la déclaration de cessation d'activité en date du 12 février 2003 complétée en 2005, de la société GIAT INDUSTRIES, dont le siège social est situé 83, boulevard Exelmans, 75 016 PARIS, informant le préfet de l'arrêt des activités situées 13, route de la minière à Versailles (78 000) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 9 février 2006 prescrivant à la société GIAT INDUSTRIES la mise en œuvre de mesures de réhabilitation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2008 prescrivant des mesures de réhabilitation ;

**Vu** le plan de gestion BURGEAP n°CESIIF162188/RESIIF064203 du 8 février 2017 transmis par courrier de l'exploitant daté du 28 mars 2017 et les compléments apportés par courriel du 30 mai 2017 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 9 juin 2017 ;

**Vu** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 27 juin 2017 ;

**Considérant** que les investigations menées au droit de l'ancien site GIAT INDUSTRIES à Versailles ont démontré l'existence de zones de pollution qu'il convient de traiter ;

**Considérant** que GIAT INDUSTRIES s'engage sur les mesures à prendre pour la gestion de la pollution du site ;

**Considérant** que les mesures de réhabilitation proposées par GIAT INDUSTRIES permettront un usage futur de type industriel ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas émis d'observation sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis le 29 juin 2017 ;

**Considérant** qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement et de prescrire les mesures propres à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture,

**Arrête :**

---

## **Article 1 Conditions générales**

---

### **Article 1.1**

La société GIAT INDUSTRIES, dont le siège social est situé 83, boulevard Exelmans, 75 016 PARIS, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté qui s'appliquent sur son ancien site d'exploitation, 13, route de la minière à Versailles (78 000), centre SATORY EST. GIAT INDUSTRIES a exercé des activités sur ce site jusqu'en 2003.

Le site devra être remis dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement.

### **Article 1.2**

La société GIAT INDUSTRIES est tenue de mettre en œuvre les mesures de dépollution conformément au plan de gestion BURGEAP n°CESIIF162188/RESIIF064203 du 8 février 2017 et aux compléments reçus par courriel du 30 mai 2017.

Les mesures de gestion consisteront à traiter les 18 zones de pollution définies dans le plan de gestion sus-visé selon les objectifs de réhabilitation prévus.

Les terres polluées seront :

- traitées sur site et remises en place après traitement dans les fouilles réalisées ;

ou

- traitées hors site ou éliminées, après analyse et tri, dans un centre autorisé au titre de la législation des installations classées en fonction de leur degré de contamination.

Les zones excavées seront remblayées avec les terres traitées sur site, puis recouvertes ensuite par des terres saines dont les critères de qualité sont définis dans le plan de gestion.

Toute modification de moyen de traitement ainsi que toute découverte de nouvelles zones polluées non répertoriées sera portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

---

## **Article 2 Aménagement et exploitation du chantier**

---

### **Article 2.1**

Sur la partie inexploitée du site, aucune personne étrangère au chantier de dépollution ne doit avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes sur le site. En dehors des heures d'ouverture de chantier, le site est systématiquement clos. Par ailleurs durant toute la période des travaux, les accès au site signalent la présence d'un chantier et les risques afférents (chute...).

Sur la partie du site louée et exploitée par la société EMITECH, l'organisation entre le chantier de dépollution et la poursuite de l'activité de la société EMITECH sera encadrée par un plan de prévention. La mise en œuvre de ce plan sera assurée par un coordonnateur en matière de sécurité et protection de la santé (SPS).

### **Article 2.2**

Le site est aménagé de manière à permettre la circulation, le stationnement et l'évolution des véhicules sans gêne pour la circulation sur la voie publique. Les véhicules et voiries internes au site sont, en tant que de besoin, nettoyés afin d'éviter le dépôt de boues et de terres sur la voie publique.

### **Article 2.3**

Le chantier doit disposer des moyens nécessaires à la lutte contre l'incendie. L'accès du site aux services de secours est facilité en permanence.

#### **Article 2.4**

Les accidents ou incidents survenus pendant les travaux de dépollution du site et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement doivent être déclarés, dans les meilleurs délais, à l'Inspection des Installations Classées.

#### **Article 2.5**

Toutes les précautions sont prises pour que les travaux ne créent pas de nuisances particulières (odeurs, fumées, poussières, bruit...) susceptibles d'engendrer une gêne pour le personnel et le voisinage.

#### **Article 2.6**

Avant le démarrage des travaux d'excavation, l'exploitant ou l'organisme qu'il a mandaté pour le suivi du chantier met en place les procédures d'organisation, elles précisent notamment :

- les responsables des différentes opérations du chantier, et les habilitations éventuellement nécessaires ;
- la description des modes opératoires pour les différentes opérations ;
- le plan d'échantillonnage et les modalités de caractérisation et tri des lots de terre ;
- les dispositions prévues pour assurer une traçabilité des mouvements de terre, sur le site et à l'extérieur ;
- le plan de contrôle des différentes opérations et les modalités de gestion des écarts, non-conformités et anomalies ;
- les dispositions en cas d'incident/accident et d'alerte riverains ;
- le suivi des valeurs limites d'émission dans l'atmosphère ;
- la surveillance des rejets dans les différents milieux (gaz du sol, eaux souterraines et air ambiant)

En cas d'évolution des travaux et du chantier, les procédures seront actualisées. Ces documents sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

---

### **Article 3 Prévention de la pollution de l'air**

---

#### **Article 3.1**

Tout brûlage à l'air libre est interdit. Il est interdit d'émettre à l'atmosphère des fumées, des buées, des poussières, des gaz odorants, toxiques ou corrosifs qui peuvent incommoder le voisinage et nuire à la santé ou à la sécurité publique, ainsi qu'à l'environnement.

#### **Article 3.2**

Les dispositions appropriées seront prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour l'environnement, la santé et la sécurité publique.

#### **Article 3.3**

Les effluents atmosphériques issus des traitements réalisés sur site sont traités avant rejet.

#### **Article 3.4**

L'exploitant fournit sous 2 mois un inventaire des substances émises à l'atmosphère avec les mentions de danger associées.

#### **Article 3.5**

Les polluants rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs limites fixées ci-dessous :

a) COV non méthaniques

La concentration globale de l'ensemble des composés est de 110 mg/m<sup>3</sup>.

b) COV non méthaniques visés à l'annexe 1 du présent arrêté (trichloroéthylène, tétrachloroéthylène...)

La valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m<sup>3</sup>.

c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 :

La valeur limite d'émission est de 2 mg/m<sup>3</sup>.

### **Article 3.6**

Les installations de traitement des effluents gazeux nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté sont conçues, entretenues, exploitées et surveillées de manière à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

### **Article 3.7**

Un contrôle régulier des émissions atmosphériques provenant du système de traitement de l'air sera effectué afin de vérifier le respect des prescriptions de l'article 3.5 du présent arrêté. La fréquence d'analyse sera hebdomadaire pendant le premier mois de traitement des terres polluées puis mensuelle. Cette fréquence pourra être révisée en fonction des résultats et en accord avec l'inspection des installations classées.

La synthèse des résultats sera transmise semestriellement à l'inspection des installations classées. Cette synthèse indiquera les volumes de terres traités.

Le système de traitement de l'air sera adapté si les émissions atmosphériques ne respectent pas les prescriptions de l'article 3.5 du présent arrêté.

---

## **Article 4 Prévention de la pollution des eaux**

---

### **Article 4.1**

Les effluents liquides résultant des travaux de dépollution ne pourront être rejetés au réseau d'assainissement collectif qu'après autorisation de rejet du gestionnaire de ce réseau et du gestionnaire de la station d'épuration concernée.

### **Article 4.2**

Les dispositions appropriées sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident ou d'incident se produisant sur le chantier, déversement de matières, qui par leurs caractéristiques et quantités émises seraient susceptibles d'entraîner des conséquences notables sur le milieu récepteur ou les réseaux publics d'assainissement.

### **Article 4.3**

L'aire de stockage temporaire des terres polluées et l'aire de traitement des terres doivent être étanches et en rétention. Elles sont conçues de façon à permettre, en toute circonstance et à tout moment, la récupération des éventuelles eaux de ruissellement sans risque de pollution des sols.

---

## **Article 5 Déchets issus des travaux de dépollution**

---

### **Article 5.1**

L'élimination des déchets s'effectue dans des conditions qui ne soient pas de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune et, d'une façon générale, à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement. Elle doit être assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet au titre du Code de l'Environnement Titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant doit être en mesure de le justifier.

## **Article 5.2**

L'exploitant s'assure que les transporteurs et les collecteurs dont il emploie les services respectent les réglementations en vigueur en ce qui concerne le transport des déchets.

## **Article 5.3**

Les déchets générés lors du chantier de dépollution, y compris les terres polluées éliminées à l'extérieur du site, sont éliminés conformément aux dispositions du chapitre 1er Titre IV, Livre V du Code de l'environnement, relatif à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et des textes pris pour son application.

Pour chaque enlèvement de déchets (déchets technologiques ou issus du traitement des effluents...), les renseignements minimums suivants sont consignés dans un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, listings informatiques...), conservés par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées :

- code du déchet selon la nomenclature ;
- origine et dénomination du déchet ;
- quantité enlevée ;
- date d'enlèvement ;
- nom de la société de transport et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé ;
- destination du déchet (éliminateur) ;
- nature de l'élimination effectuée.

---

## **Article 6 Prévention des nuisances sonores**

---

### **Article 6.1**

Les installations sont exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les émissions sonores de l'installation n'engendrent pas une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées par l'article R1336-9 du code de la santé publique.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, sont conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier sont conformes à un type homologué.

### **Article 6.2**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

---

## **Article 7 Achèvement des travaux**

---

### **Article 7.1**

A l'issue des travaux engagés au titre de l'article 1.2 du présent arrêté, la société GIAT INDUSTRIES justifie de la bonne mise en œuvre des mesures de gestion prévues par le plan de gestion visé au présent arrêté. Elle justifie également de leur efficacité en terme notamment de compatibilité sanitaire entre l'état résiduel effectif et l'usage retenu de type industriel.

### **Article 7.2**

La société GIAT INDUSTRIES transmet à l'inspection des installations classées un rapport de fin de travaux comprenant, a minima :

- un bilan de la mise en œuvre des mesures de gestion prévues par le plan de gestion comprenant

notamment un récapitulatif des opérations de contrôle réalisées et l'ensemble des justificatifs ad hoc :

- un plan détaillé des zones traitées, non traitées et du type de recouvrement mis en place ;
  - un bilan quantitatif et qualitatif des terres traitées sur site, la qualité des terres remises en place est précisée ;
  - un bilan quantitatif et qualitatif des terres évacuées vers l'extérieur en précisant leur destination ;
  - un état du niveau de pollution résiduelle dans les sols et terres recouverts, ainsi que la cartographie associée ;
- les conclusions quant à l'atteinte des objectifs de réhabilitation, étayées par Analyse des Risques Résiduels (ARR) prenant en compte la pollution résiduelle ;

En cas d'écart avec les objectifs initiaux, GIAT INDUSTRIES réalisera une analyse coût/avantage des solutions complémentaires possibles pour traiter la pollution résiduelle après travaux.

### **Article 8 Surveillance de la qualité des eaux souterraines**

L'article 2.4.2 de l'arrêté préfectoral n°06-019/DUEL du 10 février 2006 est remplacé comme suit :

La surveillance de la qualité de la nappe des sables de Fontainebleau et des eaux superficielles au droit du site est réalisée de manière semestrielle (hautes et basses eaux), pendant une durée minimale de 4 ans. Le réseau de piézomètres est constitué de pz1, pz1ter, pz2, pz2bis, pzSOC2, pzSOC3 et pzSOC5.

Les paramètres analysés sont les suivants :

- composés organo-halogénés (COHV)
- composés organo-aromatiques volatils (BTEX)
- métaux : arsenic, cadmium, chrome, cuivre, nickel, plomb, mercure
- indice hydrocarbures
- hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)

Les prélèvements et analyses effectués sont réalisés selon les normes françaises ou européennes en vigueur.

Un rapport de synthèse des résultats de la surveillance des eaux souterraines est adressé à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la réception des résultats. Ils sont accompagnés des commentaires et éléments d'interprétation de GIAT INDUSTRIES. Un plan indiquant l'implantation des piézomètres et le sens d'écoulement des eaux est systématiquement jointe au rapport.

Un bilan quadriennal de l'évolution des résultats d'analyses est adressé à Monsieur le Préfet des Yvelines, dans un délai maximal de trois mois après la fin de la période de surveillance quadriennale. La périodicité des campagnes de prélèvements et analyses des eaux souterraines peut être modifiée avec l'accord de monsieur le préfet, après avis de l'inspection des installations classées.

### **Article 9 Restrictions et changement d'usage**

Une copie des actes notariés comportant les restrictions d'usage à mettre en œuvre au droit du site sera adressée à Monsieur le Préfet des Yvelines.

Conformément à l'article L.556-1 du code de l'environnement, lorsqu'un usage différent est ultérieurement envisagé, le maître d'ouvrage à l'initiative du changement d'usage doit définir des mesures de gestion de la pollution des sols et les mettre en œuvre afin d'assurer la compatibilité entre l'état des sols et la protection de la sécurité, de la santé ou de la salubrité publiques, l'agriculture et l'environnement au regard du nouvel

usage projeté.

---

## Article 10      Publicité

---

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Versailles, où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait sera affiché à la mairie de Versailles, pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté sera insérée dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, accessible sur le site internet de la préfecture.

---

## Article 11      Délais et voies de recours

---

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles :

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;

2°) par les tiers intéressés, dans le délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

---

## Article 12      Exécution

---

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le maire de Versailles, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 10 AOUT 2017

Le Préfet,



Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

**Julien CHARLES**

## Annexe 1

Acétaldéhyde (aldéhyde acétique)	Ethylamine
Acide acrylique	2-Furaldéhyde (furfural)
Acide chloroacétique	Méthacrylates
Aldéhyde formique (formaldéhyde)	Mercaptans (thiols)
Acroléine (aldéhyde acrylique - 2 - propenal)	Nitrobenzène
Acrylate de méthyle	Nitrocrésol
Anhydride maléique	Nitrophénol
Aniline	Nitrotoluène
Biphényles	Phénol
Chloroacétaldéhyde	Pyridine
Chloroforme (trichlorométhane)	1,1,2,2-Tétrachloroéthane
Chlorométhane (chlorure de méthyle)	Tétrachloroéthylène (perchloréthylène)
Chlorotoluène (chlorure de benzyle)	Tétrachlorométhane (tétrachlorure de carbone)
Crésol	Thioéthers
2,4-Diisocyanate de toluylène	Thiols
Dérivés alkylés du plomb	O.Toluidine
Dichlorométhane (chlorure de méthylène)	1,1,2-Trichloroéthane
1,2-Dichlorobenzène (O-dichlorobenzène)	Trichloroéthylène
1,1-Dichloroéthylène	2,4,5-Trichlorophénol
2,4-Dichlorophénol	2,4,6-Trichlorophénol
Diéthylamine	Triéthylamine
Diméthylamine	Xylénol (sauf 2,4-xylénol)
1,4-Dioxane	